



Secrétariat Général
Direction générale des médias et des industries culturelles

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
Code des marchés publics (décret 2006-975 du 1er août 2006)

Marché pour une étude portant sur l'analyse de l'incidence sur le marché publicitaire de la suppression de la publicité commerciale en soirée des services nationaux de France Télévisions

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur:	Ministère de la Culture et de la Communication Direction générale des médias et des industries culturelles Sous direction du développement de l'économie culturelle Bureau des études et des évaluations économiques
Objet de la consultation:	Étude portant sur l'analyse de l'incidence sur le marché publicitaire de la suppression de la publicité commerciale en soirée des services nationaux de France Télévisions
Date et heure limite de remise des offres:	7 septembre 2010 à 16h
Durée de validité des offres:	60 jours à compter de la date limite de réception des offres
Référence de consultation Procédure	44_2010 marché à procédure adaptée

1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITÉS PRINCIPALES :

Le pouvoir adjudicateur est un service de l'administration centrale du ministère de la culture et la communication, qui agit pour le compte de la direction générale des médias et des industries culturelles.

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1 DESCRIPTION

2.1.1 Type de marché et lieu d'exécution des prestations de services :

Catégorie de service : n°27.

Lieu principal de prestations : Paris

Code NUTS : FR101

2.1.2 Description succincte du marché :

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude portant sur l'analyse des coûts d'impression dans la presse quotidienne nationale, gratuite et payante.

2.1.3 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés publics) :

Code CPV : 79311000-7

2.1.4 Des variantes seront prises en considération :

Non.

3 QUANTITE OU ETENDUE GLOBALE DU MARCHÉ

3.1 Quantité ou étendue globale:

L'étude porte sur l'analyse de l'incidence sur le marché publicitaire de la suppression de la publicité commerciale en soirée des services nationaux de France Télévisions.

3.2 Options:

Non

4 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

4.1 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1.1 Modalités essentielles de financement et de paiement :

Budget du ministère de la culture et de la communication.

Programme 224 - action 07 - sous action 65.

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 98 du code des marchés publics. Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours. A défaut de paiement dans les 30 jours, des intérêts moratoires sont dus dans les conditions définies dans le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié par le décret n° 2008-408 du 28 avril 2008.

4.1.2 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:

Le groupement d'opérateurs économiques devra être solidaire.

Il est interdit aux entreprises de présenter plusieurs offres:

- En agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

4.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le candidat fournit à l'appui de sa candidature:

- a) la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire;
- b) une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics;
- c) une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- d) une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- e) une liste des principaux services effectués au cours de trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.
- f) la déclaration du candidat (**formulaire DC4**).

Pour répondre aux points **b, c, d et e**, le candidat est invité à utiliser le **formulaire DC5** (mise à jour avril 2007). Toutes les rubriques doivent être renseignées.

Nota : Les formulaires DC4 et nouveau DC5 sont disponibles sur le site :

http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm

4.2.1 Marchés réservés :

Non.

4.3 CONDITIONS PROPRES AUX MARCHES DE SERVICES

4.3.1 La prestation est réservée à une profession particulière :

Non.

4.3.2 Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation:

OUI

5 CRITERES D'ATTRIBUTION

5.1 Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1. bonne adéquation de l'activité des soumissionnaires aux prestations définies ci-dessus, de leur qualification et de leur expérience dans l'exécution de prestations équivalentes : 30 %

2. qualité technique de la proposition en ce qu'elle témoigne de la bonne compréhension des enjeux de la prestation ; clarté, précision et adéquation de la méthodologie proposée : 30 %

3. nombre de jours /homme proposé et coût moyen du jour / homme : 40 %

Après analyse et en fonction des éléments de réponse, la direction générale des médias et des industries culturelles se réserve la possibilité de négocier.

Les offres sont classées par ordre décroissant et l'offre la mieux placée est retenue au regard des critères ci-dessus.

5.2 Une enchère électronique sera effectuée:

NON

6 MODALITES DE CANDIDATURES

6.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES:

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents suivants :

1. le règlement de la consultation;
2. le document valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

Les renseignements complémentaires sur le cahier des charges et tout autre document sont à demander à Mme Juliette MANT, Bureau des études et des évaluations économiques et M. Jean-Christophe LEVASSOR, chef du bureau du secteur de l'audiovisuel public.

6.2 CONTENU DES PLIS:

Les candidats produiront un dossier complet dans une seule enveloppe. Celle-ci portera le nom du candidat et les mentions suivantes : « **Candidature Étude Suppression de la publicité sur France Télévisions** » et contiendra les documents suivants, dans cet ordre:

- 1) L'ensemble des documents énumérés au point 4.2 du présent règlement de consultation
- 2) Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager sa société.
- 3) Le document valant « acte d'engagement et cahier des clauses particulières » dûment complété, signé, revêtu du cachet de la société et paraphé sur chaque page.
- 4) Un mémoire technique présentant la méthodologie retenue, la composition de l'équipe (qualification, références et charges), calendrier, supports et livrables proposés.

Le candidat attributaire du marché devra être en mesure de produire :

- Les pièces prévues aux articles D 8222-5 et D 8222-7 du code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ; conformément aux dispositions de l'article D8222-8 du code du travail, ces documents et attestations énumérées à l'article D8222-7 du code du travail sont rédigées en langue française ou accompagnée du traduction en langue française.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou le formulaire DC7 téléchargeable sur le site suivant :
http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm
- Un RIB,
- Un extrait Kbis

7 CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

Les offres sont réceptionnées sous pli cacheté. Elles pourront être adressées :

- soit par courrier recommandé avec accusé de réception,
- soit par porteur contre récépissé.

La date limite de réception des offres est fixée au 7 septembre 2010 à 16h

Les offres remises contre récépissé doivent être déposées de 10 heures à 12 heures et de 14 heures 30 à 16 heures, à l'adresse suivante :

Direction générale des médias et des industries culturelles
Sous-direction de l'audiovisuel
Immeuble des Bons enfants
182, rue Saint Honoré
75033 PARIS Cedex 01

Les plis qui seraient remis après la date et l'heure limite de réception ne sont pas retenus. Ils sont renvoyés à leur auteur.

De même, les plis envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception arrivés après la date et l'heure limite de réception ne sont pas retenus. Ils sont renvoyés à leur auteur.

Les plis remis sous enveloppe non cachetée ne sont pas retenus. Ils sont renvoyés à leurs auteurs.

L'enveloppe portera **impérativement** les mentions suivantes :

**"Candidature Étude Suppression de la publicité sur France Télévisions"
Ne pas ouvrir**

Ministère de la culture et de la communication
Direction générale des médias et des industries culturelles
Sous-direction de l'audiovisuel
Immeuble des Bons enfants
182, rue Saint Honoré
75033 PARIS Cedex 01

Elle devra contenir les pièces énumérées dans le point 6.2 ci-dessus.

8 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

8.1 PROCEDURES DE RECOURS:

8.1.1 Instance chargée des procédures de recours:

Tribunal administratif de Paris, 7 rue Jouy, 75181 Paris Cedex 04, tél: 01 44 59 44 00, courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr, télécopieur: 01 44 59 46 46.

8.1.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Tribunal administratif de Paris, 7 rue Jouy, 75181 Paris Cedex 04, tél: 01 44 59 44 00, courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr, télécopieur: 01 44 59 46 46.